

## Plafonds des autorisations d'emplois pour 2008 (sur la base de l'art. 63 de la loi de finances initiale pour 2008)\*

### BUDGET GÉNÉRAL

Affaires étrangères et européennes	16 072
Agriculture et pêche	36 081
Budget, comptes publics et fonction publique	150 780
Culture et communication	11 741
Défense	426 427
Écologie, développement et aménagement durables	74 474
Économie, finances et emploi	16 365
Éducation nationale	1 000 754
Enseignement supérieur et recherche	150 207
Immigration, intégration, identité nationale et codéveloppement	609
Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales	190 568
Justice	72 081
Logement et ville	3 133
Santé, jeunesse et sports	7 044
Services du Premier ministre	7 593
Travail, relations sociales et solidarité	24 697
<b>Total pour le budget général</b>	<b>2 188 626</b>

### BUDGETS ANNEXES

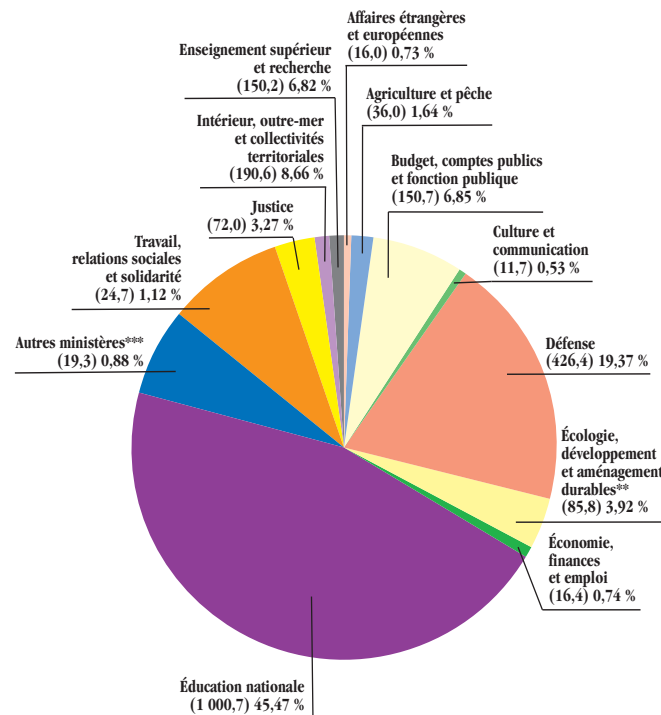
Contrôle et exploitation aériens	11 290
Publications officielles et information administrative	1 008
<b>Total pour les budgets annexes</b>	<b>12 298</b>

### TOTAL GÉNÉRAL

**2 200 924**

\* Les plafonds d'emplois sont exprimés en équivalents temps plein travaillé (ETPT) ; ils sont établis :  
- par ministère pour ce qui concerne le budget général ;  
- par budget annexe.

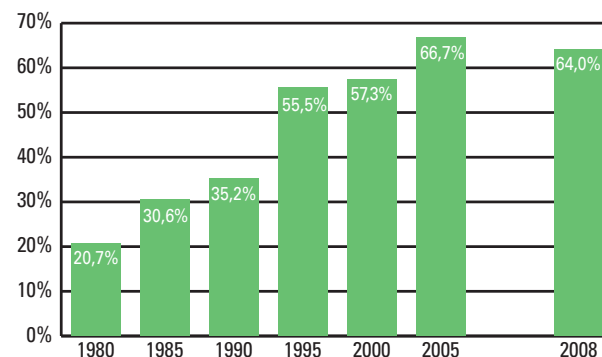
## Répartition des 2 201 milliers d'emplois de l'État autorisés pour 2008\*



\* Nombre d'emplois par ministère exprimés en milliers d'équivalents temps plein travaillé (ETPT).  
\*\* Y compris les emplois du budget annexe « Contrôle et exploitation aériens »  
\*\*\* Immigration, intégration, identité nationale et codéveloppement, Logement et ville, Santé, jeunesse et sports, Services du Premier ministre

## Dettes publiques

### L'encours de la dette publique (en points de PIB)



Rapportée au produit intérieur brut (PIB), c'est-à-dire à la richesse nationale, la dette publique a triplé en 25 ans (64% prévu en 2008, versus 20,7% en 1980).

L'État supporte à lui seul près des trois quarts de la dette publique totale.

**La dette publique est la dette au sens du traité de Maastricht, c'est-à-dire qu'elle couvre la dette de toutes les administrations publiques** (État, administrations de sécurité sociale, administrations locales et organismes divers d'administration centrale).

### LES INTÉRÊTS CONCERNANT LA DETTE DE L'ÉTAT

La charge de la dette de l'État (**41,2 milliards d'euros prévus au budget 2008**) est inscrite au titre 4 du budget général ; il s'agit des intérêts versés chaque année aux détenteurs de cette dette.

## Pour en savoir plus

■ [www.bercy.gov.fr](http://www.bercy.gov.fr) le portail des sites internet du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Emploi et du ministère du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique :

- un accès simplifié à toutes les informations et services interactifs proposés par les deux ministères : lois de finances, notices et formulaires relatifs aux marchés publics et à la fiscalité, rapports et études, indicateurs économiques, dossiers d'inscription aux concours ;
- plus de 100 entrées thématiques et toute l'actualité des ministères dès la page d'accueil ;
- des sites spécifiques et des entrées spécialisées par publics : particuliers, entreprises, collectivités locales.

■ [www.performance-publique.gov.fr](http://www.performance-publique.gov.fr)

Le site de référence du budget de l'État et des finances publiques Développé et piloté par la direction du Budget, le Forum de la performance permet à tout citoyen de s'informer sur le coût des politiques publiques et la performance de l'action publique. Structuré en quatre espaces thématiques, il propose de tout savoir sur les enjeux des finances publiques, le budget et les comptes de l'État, la performance de l'action publique et les acteurs qui y contribuent. Véritable source de référence documentaire et outil de travail pour les acteurs du pilotage des finances publiques, il permet de consulter l'ensemble des documents budgétaires, des guides de référence et des rapports relatifs à la loi organique relative aux lois de finances (LOLF). Il s'adresse également au grand public en proposant un parcours ludique dans le monde des finances publiques avec des jeux et des quiz pour approfondir et tester ses connaissances.

■ **Les Notes Bleues de Bercy**

La revue de l'information économique, financière, fiscale et budgétaire des ministères :

- une lettre numérique bimensuelle gratuite <http://www.bercy.gov.fr/notesbleues>
  - une version papier sur abonnement payant
- Tél. : 01 53 18 88 15 - Télécopie : 01 53 18 36 41.

■ **Les publications**

Des ouvrages de référence faisant le point sur les activités et les services du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Emploi et du ministère du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique. Commande par télécopie : 01 53 18 38 25.

■ **Le centre de documentation Économie-Finances (CEDEF)**

12, place du Bataillon du Pacifique 75572 Paris CEDEX 12 (métro Bercy)  
Information et consultation sur place des publications .  
Tél. : 01 53 18 72 00 - Télécopie : 01 53 18 36 39  
[www.cedef.bercy.gov.fr](http://www.cedef.bercy.gov.fr)  
[www.bercy.gov.fr/services/documentation.htm](http://www.bercy.gov.fr/services/documentation.htm)

**Pour vous procurer des exemplaires de ce dépliant**

**Par télécopie : 01 53 18 36 41**

**Par correspondance**

Service de la Communication,  
Bureau des Prestations de communication, télédod 536  
139, rue de Bercy 75572 Paris CEDEX 12

*Les Notes Bleues de Bercy*

# LE BUDGET DE L'ÉTAT 2008

EN QUELQUES CHIFFRES

## Évaluation des recettes perçues par l'État en 2008

	en millions €
<b>RECETTES FISCALES (BUDGET GÉNÉRAL)</b>	
Impôt sur le revenu	60 455
Impôt sur les sociétés (produit net)	53 825
Taxe intérieure sur les produits pétroliers	16 514
Taxe sur la valeur ajoutée (produit net)	134 981
Autres contributions fiscales	5 847
<b>Total des recettes fiscales nettes (A)</b>	<b>271 622</b>

### RECETTES NON FISCALES (BUDGET GÉNÉRAL)

Exploitations industrielles et commerciales et établissements à caractère financier	9 265
Produits et revenus du domaine de l'État	1 110
Taxes, redevances et recettes assimilées	9 905
Intérêts des avances, prêts et dotations en capital	644
Retenues et cotisations sociales	553
Recettes provenant de l'extérieur	794
Opérations entre administrations et services publics	85
Divers	5 695
<b>Total des recettes non fiscales nettes (B)</b>	<b>28 051</b>

<b>RECETTES NETTES AVANT PRÉLÈVEMENTS (A+B)</b>	<b>299 673</b>
---	----------------

### PRÉLÈVEMENTS SUR LES RECETTES DE L'ÉTAT

Prélèvements au profit des collectivités territoriales	51 210
Prélèvements au profit des Communautés européennes	18 400
<b>Total des prélèvements sur recettes (C)</b>	<b>69 610</b>

<b>FONDS DE CONCOURS (D)</b>	<b>3 438</b>
------------------------------	--------------

<b>TOTAL DES RECETTES NETTES DU BUDGET GÉNÉRAL (A+B-C+D)</b>	<b>233 501</b>
--	----------------

<b>BUDGETS ANNEXES (y compris fonds de concours)</b>	<b>1 920</b>
--	--------------

<b>COMPTES SPÉCIAUX</b>	<b>147 698</b>
-------------------------	----------------

<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>383 119</b>
----------------------	----------------

#### Pour mémoire

Outre les dépenses relatives aux missions inscrites au budget général de l'État, les recettes perçues par l'État (A+B) financent également les collectivités territoriales et l'Europe ; l'ensemble des dépenses financées au moyen des recettes dont l'État assure la perception s'élève donc à 453 105 M€ (383 495 M€ relatifs aux missions du budget général, des budgets annexes et des comptes spéciaux, auxquels s'ajoutent, à hauteur de 69 610 M€, une part des dépenses des collectivités territoriales et de l'Europe).

## Tableau de l'équilibre budgétaire de l'État pour 2008 (art. 58 de la loi de finances pour 2008)

	en millions €
<b>BUDGET GÉNÉRAL</b>	
<b>RESSOURCES</b>	
Recettes fiscales brutes	354 839
À déduire :	
<i>Remboursements et dégrèvements</i>	<i>83 217</i>
<b>Total des recettes fiscales nettes</b>	<b>271 622</b>
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>28 051</b>
Recettes résultant de fonds de concours	3 438
À déduire :	
<i>Prélèvements au profit des collectivités territoriales et des Communautés européennes</i>	<i>69 610</i>
<b>Total des ressources nettes du budget général (A)</b>	<b>233 501</b>

### CHARGES

<b>Dépenses relatives aux missions</b>	<b>354 501</b>
Dépenses correspondant aux fonds de concours	3 438
À déduire :	
<i>Remboursements et dégrèvements</i>	<i>83 217</i>
<b>Total des charges nettes du budget général (B)</b>	<b>274 722</b>

<b>SOLDE DU BUDGET GÉNÉRAL ( C = A - B )</b>	<b>-41 221</b>
--	----------------

### BUDGETS ANNEXES

Ressources (y compris fonds de concours)	1 920
Dépenses (y compris sur fonds de concours)	1 919
<b>Solde des budgets annexes (D) :</b>	<b>1</b>

### COMPTES SPÉCIAUX

<b>RESSOURCES</b>	
Ressources affectées (aux comptes d'affectation spéciale)	54 450
Remboursements des prêts et avances (comptes de concours financiers)	93 248
<b>Ressources des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers (E)</b>	<b>147 698</b>

### CHARGES

Dépenses relatives aux missions des comptes d'affectation spéciale	54 458
Dépenses relatives aux missions des comptes de concours financiers	93 965
Charge nette des comptes de commerce	-199
Charge nette des comptes d'opérations monétaires	-59
<b>Charges des comptes spéciaux (F)</b>	<b>148 165</b>

<b>SOLDE DES COMPTES SPÉCIAUX ( G = E - F )</b>	<b>-467</b>
---	-------------

<b>SOLDE DU BUDGET DE L'ÉTAT ( C + D + G )</b>	<b>-41 687</b>
--	----------------

## Crédits de paiement ouverts par mission en loi de finances initiale pour 2008\*

	en millions €
<b>MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL</b>	
Action extérieure de l'État	2 352
Administration générale et territoriale de l'État	2 639
Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales	2 852
Aide publique au développement	3 074
Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation	3 766
Conseil et contrôle de l'État	497
Culture	2 759
Défense	36 866
Développement et régulation économiques	1 259
Direction de l'action du Gouvernement	533
Écologie, développement et aménagement durables	9 008
Engagements financiers de l'État	42 840
Enseignement scolaire	59 053
Gestion des finances publiques et de ressources humaines	11 222
Immigration, asile et intégration	602
Justice	6 497
Médias	507
Outre-mer	1 720
Pilotage de l'économie française	841
Politique des territoires	416
Pouvoirs publics	1 008
Provisions	225
Recherche et enseignement supérieur	23 243
Régimes sociaux et de retraite	5 269
Relations avec les collectivités territoriales	2 354
Remboursements et dégrèvements	83 217
Santé	426
Sécurité	15 878
Sécurité civile	415
Sécurité sanitaire	707
Solidarité, insertion et égalité des chances	12 044
Sport, jeunesse et vie associative	784
Travail et emploi	12 480
Ville et logement	7 148
<b>Total pour le budget général (A)</b>	<b>354 501</b>

### MISSIONS DE BUDGETS ANNEXES

Contrôle et exploitation aériens	1 704
Publications officielles et information administrative	196
<b>Total pour les budgets annexes (B)</b>	<b>1 900</b>

\* Les crédits autorisés par la loi de finances sont constitués :

- d'autorisations d'engagement (AE) ;
- de crédits de paiement (CP).

Les informations du présent document ne portent que sur les CP, qui constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées, au cours de l'année 2008, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des AE autorisées.

	en millions €
<b>MISSIONS DE COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE</b>	
Cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale	554
Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route	194
Développement agricole et rural	110
Gestion du patrimoine immobilier de l'État	600
Participations financières de l'État	5 000
Pensions	48 000
<b>Total pour les comptes d'affectation spéciale (C)</b>	<b>54 458</b>

### MISSIONS DE COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS

Accords monétaires internationaux	-
Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	7 654
Avances à l'audiovisuel public	2 890
Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres	483
Avances aux collectivités territoriales	80 861
Prêts à des États étrangers	2 066
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	11
<b>Total pour les comptes de concours financiers (D)</b>	<b>93 965</b>

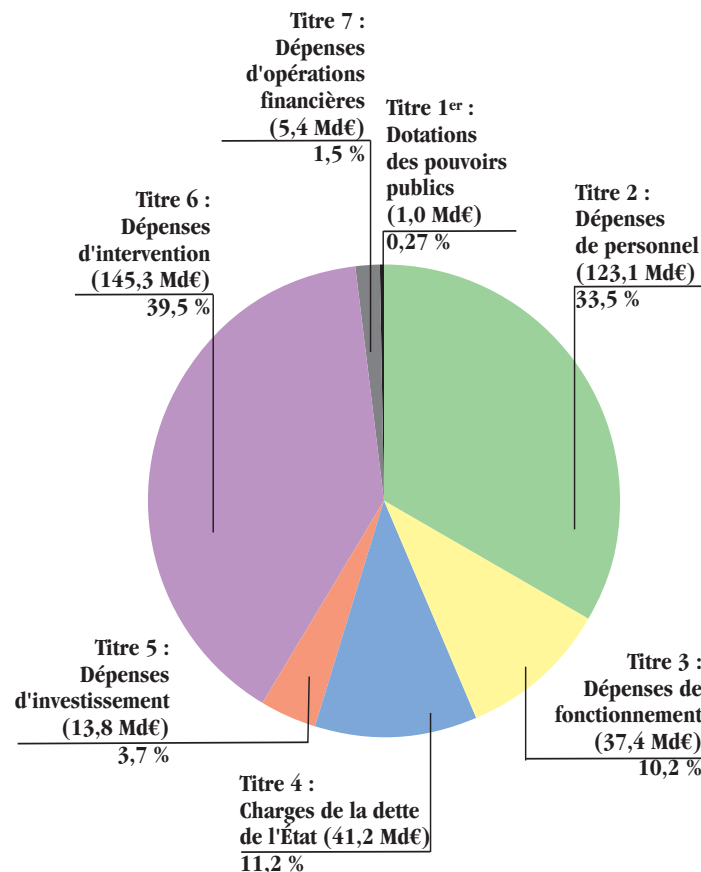
<b>TOTAL DES CRÉDITS DE PAIEMENT (CP) OUVERTS POUR L'ENSEMBLE DES MISSIONS DE L'ÉTAT (A+B+C+D)</b>	<b>504 824</b>
--	----------------

<b>Évaluation des CP à ouvrir en raison des fonds de concours</b>	<b>3 457</b>
dont :	
- missions du budget général	3 438
- missions de budgets annexes	19

<b>TOTAL GÉNÉRAL (CP OUVERTS + CP PRÉVISIBLES SUR FONDS DE CONCOURS)</b>	<b>508 281</b>
--	----------------

## Analyse des charges budgétaires de l'État par nature\*

Périmètre : budget général + comptes d'affectation spéciale (hors certaines dépenses de personnel du compte « Pensions »), soit 367,4 milliards d'euros de crédits de paiement au titre de 2008 \*\*



\* Selon les titres définis par l'article 5 de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF).

\*\* 41,56 Md€ de crédits de pensions sont inscrits à la fois dans les missions du budget général et au compte d'affectation spéciale « Pensions » ; l'analyse porte donc sur une base de crédits éliminant le double compte : 354,5 + 54,46 - 41,56 = 367,4 Md€.